

RAPPORT MORAL PRESENTE AU CONGRES DE LA F.G.E.L., DU 26 AU 27 MARS 1966

Ce rapport moral ne peut traiter qu'une faible partie de l'activité fédérale: un trimestre. Cette période a été marquée par deux moments de militantisme importants: les élections à la Mutuelle et la Campagne revendicative.

Ce cadre est cependant suffisant pour que puissent être envisagés tous les problèmes importants qui se posent à la Fédération; en vrac: état de la F.G.E.L., situation de la F.G.E.L. face aux problèmes nationaux, situation de la F.G.E.L. sur Paris. Tous ces problèmes se sont posés au cours de ce trimestre. Ils ont été résolus souvent de façon empirique, pour des raisons sur lesquelles il faudra bien sûr revenir. Il va de soi que l'objet de ce congrès est de trancher, sur tous ces problèmes, de façon un peu plus ferme, d'adopter une ligne de conduite plus rationnelle. L'objet de ce rapport est d'introduire, sur les principaux problèmes, le débat.

Rappelons seulement les points de départ:

- 1) La reconstruction toute relative de la Fédération au cours du premier trimestre. Il faut entendre par là que les structures de la Fédération, fortement ébranlées l'an dernier, arrivaient à nouveau à remplir les fonctions minimales qui sont normalement les leurs.
- 2) La situation ambiguë de la F.G.E.L. sur le plan national, situation qui s'est par exemple exprimée lors de l'A.G. de Février, partie prenante dans une majorité incapable d'imposer au mouvement une ligne politique cohérente, et la pratique qui aurait dû en découler.
- 3) La situation difficile de la minorité parisienne, et, au sein de cette minorité, la situation difficile de la F.G.E.L.
- 4) Une orientation acceptée et voulue par la majeure partie des militants, impliquant une pratique syndicale que peu de groupes ont su imposer.
- 5) Enfin un bureau, au départ, ayant à assumer, au milieu de l'année, une transition difficile, ce qui imposait, comme condition sine qua non de bon fonctionnement, un travail collectif très serré; nous y reviendrons.

Le second volet de la situation de départ est également connu: l'imminence d'une réforme de l'enseignement dont les contenus généraux n'étaient plus un mystère; la situation politique générale; en arrière fond, l'union électorale de la gauche, derrière Mitterrand; en permanence et de plus en plus l'absence totale de lutte politique remettant réellement le régime en question, dans ses choix économiques et politiques fondamentaux.

.../...

L'analyse que nous faisons à l'époque du plan gouvernemental, de réforme ainsi que la nécessité, face à ce plan de situer la réponse à son véritable niveau conditionnaient étroitement le sens que nous voulions donner à l'action syndicale de la Fédération. Il est donc nécessaire d'y revenir, au moins brièvement.

Le plan Fouchet, à notre sens se présente comme une tentative de sortir des ornières de l'Université libérale afin d'adapter l'Université à des nécessités économiques relativement nouvelles. Cette tentative, marquée dans tous les cas par la volonté de "rentabiliser" l'Université, ou, si l'on veut de restreindre au maximum les coûts de formation par unité, a "réussi" - au sens gouvernemental du terme - dans certains secteurs (formation de techniciens supérieurs). En revanche, dans d'autres secteurs, elle a chopé sur des îlots de résistance; c'est en particulier le cas des études de lettres, que l'on songe que l'agrégation reste plus que jamais - l'aboutissement du cursus honorum universitaire; que l'on songe au contenu nouveau de l'enseignement, qui se présente, dans bien des cas de façon identique à ce qu'il est actuellement; que l'on songe à l'assouplissement relatif du passage licence-maîtrise. On pourrait multiplier les exemples. Ce faisant, on rend compte des quelques mesures restrictives adoptées en Lettres: l'impossibilité de redoubler dans le 1er cycle marque cette volonté de diminuer les coûts de formation, elle n'indique pas plus que la volonté totalement aveugle - nous parlons pour lettres - puisqu'elle ne débouche sur aucune tentative de restructuration de l'enseignement, d'adaptation de cet enseignement à des finalités économiques ou sociales nouvelles.

En revanche, dans le secteur scientifique, l'adaptation de la structure de formation à des nécessités économiques nouvelles, se marque plus profondément. Le Plan conserve beaucoup, crée dans des cas limités.

Il faut à notre sens, analyser exactement le plan gouvernemental si l'on veut situer la réponse à son véritable niveau:

- 1) Il est faux d'affirmer que le Plan Gouvernemental soit un plan de régression scolaire: le secrétaire général de l'E.N., Mr Laurent, a déclaré, lors d'un banquet du cercle interallié (Nov.65) que les effectifs universitaires de 1972 tourneraient autour de 750.000 étudiants; si l'on compare ces effectifs à la situation actuelle, la conclusion est évidente.
- 2) La deuxième affirmation, très en usage est que le plan est un plan de déqualification scolaire: ce qui n'est pas totalement faux: dans certains secteurs, il se peut que cela soit le cas: les conséquences de la technocratisation de l'enseignement sur l'IEDES sont tout à fait dans ce sens. De même, pour certaines licences: celle de philosophie entrerait dans cette rubrique. Mais est-ce là la principale caractéristique du plan gouvernemental de réforme ?
- 3) Le plan en 3e lieu aurait des conséquences antidémocratiques: cela est évident; les éliminations, le système des voies courtes menant à une formation professionnelles rapides dans le secondaire, les impossibilités de redoubler vont dans le même sens. Encore faut-il donner au problème toutes les solutions qu'il mérite. Si l'on admet que la cause essentielle du caractère anti-démocratique de l'Université et du système scolaire résident dans les inégalités culturelles en fonction des différents milieux sociaux, toute accentuation de la rigidité du système scolaire va dans ce sens; les exclus sont en général du même côté;

.../...

cependant, il est, à notre sens, erroné de prétendre que le gouvernement ait recherché prioritairement, ce but. On peut dire que - par dessus le marché - le plan gouvernemental a des conséquences antidémocratiques sérieuses et que, bien sûr, il ne pouvait en être autrement, dès lors que l'on adoptait une certaine optique. Les solutions, en tout état de cause, ne peuvent se réduire à des schémas structurels; la liberté actuelle, est, elle aussi profondément anti démocratique; entre le système Fouchet et l'enseignement actuel, il n'y a pas, sur ce problème, une différence de nature, mais une différence de degrés. On sait parfaitement que les modèles pédagogiques en vigueur, la forme de contrôle des connaissances, toute l'idéologie diffuse qui règne actuellement dans l'Université favorisent de manière très efficace la ségrégation sociale.

Là aussi donc, il importe de situer exactement l'innovation par rapport à ce qui demeure inchangé.

A proclamer bien haut que le plan descolarise, déqualifie et renforce la ségrégation sociale, et à s'en tenir à ces conclusions, découlent de graves dangers, et par exemple les errements du corporatisme le plus plat;

- I) Manifester d'abord un certain poujadisme visant consciemment ou inconsciemment à la défense de l'acquis; en somme, le thème du paradis perdu, ou - si l'on veut de la descente aux enfers;
  - 2) - Corrolairement, masquer ainsi la nature véritable de l'Université actuelle, et les conditions d'une transformation profonde.
- Se condamner à ne pas voir clairement les conséquences du régime économique et social sur le système de formation. Ne pas voir que tant par le contenu de l'enseignement dispensé que par les méthodes pédagogiques qui président à cet enseignement, l'université prépare étroitement à la division sociale du travail qui prévaut dans la société; ne pas voir, en définitive, que la fonction sociale de l'Université est telle, qu'elle tronque considérablement sa fonction technique, c'est à dire que le type de savoir dispensé correspond à un modèle idéologique tel qu'il ne peut intégrer les progrès scientifiques et techniques. Par exemple, la division des sciences humaines correspond, en gros, à celle d'Auguste Comte; par exemple aussi, l'enseignement actuel ne peut intégrer aucun cours de méthodologie.

Le plan gouvernemental ne résorbe pas cette contradiction; tout au plus aura-t-il, dans le meilleur des cas, à réduire la distance entre les besoins engendrés par l'économie et la structure de formation: c'est le cas des I.U.T.

Nous posons ces problèmes afin de nous interroger valablement sur le type de réponse à apporter au plan gouvernemental; en particulier, sur la notion, d'université démocratique; ce serait une université où il n'y aurait pas de barrages, une université qui ne déqualifierait pas, une université dans laquelle la licence d'enseignement effectuée en 4 années, une université, dans laquelle les étudiants posséderaient parfaitement "les techniques d'expression" comme le disait récemment Juquin, une université enfin qui jouirait de masses budgétaires importantes.

Certes, toutes ces choses sont importantes; cependant, il serait ridicule de ne pas voir que quelques problèmes essentiels sont ainsi ignorés, et qu'une telle université ne serait pas FONDAMENTALEMENT différente de l'université actuelle.

Il est d'ailleurs un fait qu'il n'est pas indifférent de constater: le ralliement quasi général dans ce qu'il est convenu d'appeler les forces démocratiques aux objectifs structurels avancés par l'UNEF depuis bientôt deux années dans son Manifeste: le parti communiste, en a enfin terminé avec le texte sacré, je veux dire le plan Langevin-Wallon; désormais, il y est fait référence comme un coup de chapeau à la doctrine; mais les propositions concrètes abondent lorsqu'on aborde le vif du sujet, qui s'inspirent des propositions du Manifeste. Loin de considérer ce fait comme totalement négatif - nous y reviendrons - il faut tout de même bien voir la portée limitée de ce ralliement. Bien voir par exemple, que, au niveau du projet politique, ceux-là mêmes qui avaient adopté dans l'UNEF l'an dernier une ligne donnant la priorité aux réformes de structures soustendaient leurs objectifs stratégiques d'une mise en question radicale du contenu de l'enseignement dispensé, en particulier de son caractère idéologique; et qu'ils considéraient cette deuxième démarche comme absolument essentielle. Je veux prendre, pour être le plus explicite possible, un deuxième exemple; on parle partout d'université assurant une culture que l'on qualifie généralement soit de "véritable"; soit, plus souvent encore, de "générale"? Que veut-on dire par cette expression? Tant que l'on ne fait pas une explicitation convenable, le sens demeure largement ambigu, voire inquiétant. Comment caractérise-t-on cette "culture générale"? Il existe un faux dilemme: le dilemme entre culture générale et spécialisation; un dilemme beaucoup plus réel, entre un savoir de type idéologique, et un savoir de type scientifique, ce qui implique des conséquences quant au contenu et aux méthodes d'enseignement adoptées.

### L' A C T I O N

De ces analyses nous tirons l'essentiel de nos objectifs syndicaux; la nécessité de remettre en cause le schéma structurel gouvernemental, mais aussi celle d'avancer des objectifs - en particulier sur les méthodes pédagogiques et le statut de l'étudiant - qui permettraient, au moins partiellement, de poser ces problèmes, de dévoiler au milieu les aspects fondamentaux de la condition qui était la sienne, de lui faire sentir la mutilation que l'Université actuelle fait subir à la formation qu'il reçoit; d'où des objectifs comme l'allocation d'études, les comités paritaires, la réorganisation des Travaux Pratiques; comme autant de points d'impacts, autant de coins enfoncés dans la réalité véritable de la structure de formation.

En clair, l'axe stratégique de l'action du syndicat devait - et doit encore porter - sur les problèmes de la condition étudiante, et attaquer au problème essentiel: le modèle de formation qui prévaut dans l'Université actuelle; mettre en cause la passivité de l'étudiant qui apprend, prélude à la passivité dans la vie sociale future et à l'acceptation des rapports sociaux de production dans lesquels il se trouvera placé; mettre en cause le processus pédagogique, l'infranchissable distance entre celui qui sait et celui qui ne sait pas encore comme conséquence d'une conception statique du savoir marqué du sceau de la classe dominante.

Cette orientation se heurtait à un certain nombre d'obstacles; le moment est venu de les envisager avec attention;

- I) premier obstacle, mentionné au départ: l'absence de luttes politiques capables de situer notre intervention dans son véritable champ; absence de luttes poli-

.../...

tiques générales mettant en cause le système économique et social; prudence et empirisme extrême des forces démocratiques, lorsqu'elles envisagent les problèmes de l'Université; en tous les cas, refus de poser les problèmes essentiels que nous avons mentionnés; conséquence inéluctable: difficulté de luttes d'envergure, générales, au niveau national susceptibles de créer un rapport de forces dans lequel le pouvoir serait obligé de reculer.

Conséquence aussi sur l'attitude du milieu étudiant; l'intervention syndicale, noyée dans un concert dissonant, ne peut se faire entendre que beaucoup plus difficilement.

- 2) Deuxième obstacle: il réside dans le milieu étudiant; non essentiellement dans son origine sociale, mais dans la situation qui est la sienne face aux antagonismes sociaux; le fait également qu'il soit intégré du début à la fin de sa carrière universitaire, dans un réseau de conditionnements qui le lient d'une certaine façon au mode de formation.

Je n'insiste pas sur ces obstacles, ils sont évidents; ils entraînent, à mon sens, une conséquence importante: la nécessité de définir exactement le niveau et les formes d'intervention du syndicat. La revendication de l'allocation d'études et l'intervention sur les problèmes pédagogiques supposent un travail en profondeur du syndicat, susceptible de dévoiler ce qui a été appelé, il faut un temps, un "possible-différent". Si la passivité de l'étudiant est évidente, sa formation tronquée, il est nécessaire que l'intervention syndicale arrive à le mettre en lumière: pour ce faire, les déclarations d'intention ou la bonne foi des militants ne suffisent pas. D'où la nécessité d'actions sectorielles précises, sur les problèmes pédagogiques en particulier, qui puissent définir les conditions exactes d'une transformation radicale du modèle d'enseignement.

A notre sens, cette intervention à la base justifie pleinement ensuite les revendications générales sur le statut de l'étudiant; par exemple, la revendication des Conseils paritaires ne prend son sens que si elle découle naturellement d'une prise de conscience du milieu concerné, si elle est soutenue par la claire conscience de modifications à apporter à l'enseignement actuel; de même, l'objectif de réorganisation des travaux pratiques, au lieu de se présenter comme un modèle statique et idéal de réorganisations universitaires, devient un thème dynamique et attractif s'il est soutenu par des propositions précises, usant à modifier un aspect essentiel de la relation pédagogique, on a comblé une carence manifeste du contenu de l'enseignement. En clair, les objectifs généraux doivent être soutenus par une intervention particulière s'attaquant à tel ou tel aspect du conditionnement de l'étudiant, ou à tel ou tel aspect du processus de formation.

L'absence quasi totale de ce type d'intervention syndicale est à notre avis la limite essentielle de la campagne revendicative du second trimestre; cela repose, en un certain sens, le problème des formes d'organisation du syndicat, des rôles respectifs des groupes d'études et de la Fédération (si l'on ne veut pas faire de formalisme). Les limites de la campagne revendicative résident, à notre sens, beaucoup plus dans cette carence que dans l'incomplétude, voire l'aspect mystificateur - indéniable - des objectifs concernant le Plan Fouchet. Car l'on peut dire que cet aspect négatif de la campagne revendicative (qu'est-ce qu'une université démocratique?) est pour une part inévitable. Ce type d'intervention doit cependant éviter une ombre importante, celle-là même que le mouvement n'a pas su éviter pendant les dernières années: vouloir partir du vécu,

établir une démarche soit-disant syndicale, ne faisant à priori référence à aucun problème politique, conduisant l'étudiant, au travers d'une maïeutique souple, au soleil radieux d'une conscience enfin démystifiée. A notre sens, c'est l'un des problèmes essentiels que le congrès aura à résoudre.

Les limites de la campagne du second trimestre tiennent aussi à d'autres causes que nous nous devons également d'analyser.

Il faut le dire, mais toutes les analyses insuffisantes - à notre sens - qui ont marqué la sortie du plan Gouvernemental ont trouvé un certain écho au sein du milieu. Il n'y a pas matière à s'étonner outre mesure. Cette réaction est normale, elle a été surexploitée, notamment par les majors qui ont ainsi réussi à peu de frais une grève d'une semaine qui a eu les honneurs des colonnes de l'Humanité. La première réaction, face à un plan gouvernemental, qui introduit des changements - donc une inquiétude - est une réaction de défense. Nous avons essayé, d'explicitier correctement nos objectifs, malgré les forces centrifuges qui poussaient en sens contraire.

En troisième lieu, une certaine ambiguïté de la grève de la Sorbonne; elle s'encastrait au sein d'une grève nationale, nécessairement plus connue des étudiants et de l'opinion publique, plus populaire si l'on veut. Une grève de 7 jours se devait d'avoir des objectifs autonomes. Pour les raisons que j'ai indiquées plus haut, les objectifs autonomes n'ont pas été développés de manière suffisante (à cause de la réaction immédiate), mais également par le fait qu'ils ne découlaient pas naturellement d'une pratique syndicale permanente (I).

Ce qui amène à la quatrième raison: l'état général de la Fédération, tant au niveau des groupes qu'à celui de la Fédération.

Je suis conduit ici à énumérer surtout les points négatifs:

- 1) Absence des structures de travail fédérales autre que le bureau: même au niveau de la coordination, le C.A. et les réunions de présidents de G.E. ne suffisent pas: il est inutile de parler du travail d'élaboration, totalement absent.
- 2) Activités désordonnées des G.E., n'arrivant pas à définir un champ d'action autonome - dans leurs secteurs - plutôt que manquant de militants (diverses circonstances l'ont prouvé) et donc déséquilibre certain dans l'intervention syndicale.
- 3) Faiblesse relative du B.F. courant après les tâches immédiates, rarement capable de faire le point et de guider politiquement le travail syndical de la Fédération. Faiblesse aggravée par des circonstances "naturelles": la campagne de la Mutuelle contraignante pendant un mois. Frankin, vice-président Coordination obligé de démissionner il y a 3 semaines pour des raisons personnelles; Bouguereau absent 10 jours (accident); Eliane WEBER, absente 8 jours (accident); Boudet pour raisons personnelles graves, absent 10 jours. Défaut de secrétaire pendant 10 jours (maladie). Il est par contre, bon de noter que seulement 3 membres du Bureau Fédéral étaient présents pendant la majeure partie de la grève.

Toutes ces raisons ont déterminé une intervention syndicale sporadique, un niveau d'intervention trop bas, l'incapacité d'assurer une réflexion fédérale sur les problèmes universitaires, les problèmes formation, etc...

Il faut cependant atténuer le tableau: la grève populaire, les colloques plus fournis qu'à l'ordinaire sont déjà des points positifs. D'autre part, la

(I) Ainsi se pose le problème des groupes du Gd Palais. Cela explique qu'un tel manquement à la discipline syndicale fût possible. Dès lors une sanction aurait été un acte de formalisme juridique et le refus d'un manquement réel à la discipline syndicale.

mobilisation antifasciste et la mobilisation opérée pendant la campagne de la Mutuelle prouvent que les militants existent; ils prouvent enfin que la Fédération jouit sur Paris d'une importance accrue du fait de circonstances récentes. D'autre part, indépendamment de leur ligne syndicale, certains G.E. ont accompli un travail intéressant et que le congrès devrait analyser: nous pensons en particulier à Socio, Philo.

( Si la F.G.E.L. = désorganisation = possibilités assez nettes).

Enfin, il est un problème interne à la Fédération, qui entre en ligne de compte des difficultés de la direction Fédérale et qui n'a jamais été encore réellement envisagé: le problème des structures de la Fédération; l'émiettement géographique dont on peut se demander - même si l'on considère le cas de Nanterre comme particulier - s'il n'introduit pas des changements qualitatifs importants; devraient être revus les liens fédéraux avec les groupes extérieurs, peut-être dans le sens d'une plus grande autonomie. Le B.F. avait proposé, pour le Grand Palais, une réunion intergroupe autonome, sous la conduite d'un V.P. coordination. Cette mesure, partielle, ne s'est pas traduite par une mise en application réelle; ce devrait encore être une tâche de ce congrès que d'examiner ce problème plus systématiquement.

Nous avons indiqué, au début l'ambiguïté de la situation de la F.G.E.L., au cours du second trimestre, face au problème national: soutien d'un B.N. acculé, se muer en reflet des possibilités moyennes, c'est à dire médiocres dans la conjoncture du mouvement.

La campagne nationale illustre parfaitement cette situation; elle a été emportée par le vent dominant que nous indiquions tout à l'heure: la lutte "contre-le-plân-Fouchet", sans que soient explicitées les modalités exactes de cette lutte, sa portée et ses limites. Ici s'illustre parfaitement le corporatisme dont nous parlions: une coalition hétérogène de mécontents, entraînés dans une grève aux perspectives assez bouchées (le terme de baroud d'honneur, en un certain sens, est relativement pertinent). En clair, l'incapacité à développer des luttes réelles, entraînant une large mobilisation du milieu étudiant sur des objectifs remettant en cause le système de formation. En ce sens, mais en ce sens seulement, campagne mystificatrice, sans perspective quant à ses résultats, sans netteté quant à ses objectifs; presque campagne de type électoraliste, manifestant une protestation outragée s'épuisant dans sa manifestation. Cette campagne, à notre sens, a été largement conditionnée par l'état général du mouvement et des A.G.E.

La majorité d'entre elles, dans une confusion politique extrême opèrent un ralliement centriste autour d'objectifs d'autant plus vides qu'ils ne sont soutenus par aucune explicitation politique cohérente. Tout ce que nous avons dit sur le caractère ambigu et la signification anodine d'objectifs structurels se retrouve ici pleinement. Plus profondément, il ne nous semble pas possible, par des objectifs généraux, quand bien même on remarquerait des objectifs tels que l'allocation d'études, de trouver un impact réel sur le système de formation. L'intervention syndicale, si elle veut mettre en lumière les conditionnements qui pèsent sur le milieu étudiant ou sur les vides du système de formation, doit descendre le plus bas possible, diversifier en fonction de la situation locale, des possibilités spécifiques d'intervention, pour chaque AGE déterminée. Il doit normalement s'effectuer une distanciation entre une inter-

.../...

vention au niveau national et général au contenu politique discret, atténué, amorti, et diverses interventions locales politiquement réelles, explicitant totalement les problèmes soulevés.

Pour toutes ces raisons, l'U.N.E.F. dans les prochains mois, voire la prochaine année, devra sous peine de ne plus exister, effectuer sa réintégration dans le jeu politique national; à cet effet, il n'est de voir que l'extrême difficulté avec laquelle elle a été confrontée avec la candidature Mitterand, l'ambiguïté de la position finalement adoptée, qui l'a totalement rejetée en marge de la vie politique réelle pendant un certain temps. Cette réintégration est au demeurant, facilitée par le ralliement général à ses positions universitaires, dans les conditions que l'on sait.

Cette situation, inéluctable, sous peine de dépérissement, par le problème de notre insertion au niveau national:

Plusieurs faits sont évidents:

- 1) Ce n'est plus au courant de gauche de diriger l'U.N.E.F.
- 2) Le problème n'est pas tant celui de l'opposition systématique, à vocation majoritaire à court ou à plus long terme.